

**Secrétariat général pour les affaires régionales**  
**Plate-forme régionale des achats Centre-Val de Loire**

**ACCORD-CADRE INTERMINISTÉRIEL DE  
FOURNITURE ET MAINTENANCE DES  
DEFIBRILLATEURS POUR LES SERVICES  
DECONCENTRES ET CERTAINS  
ETABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT EN  
REGION CENTRE-VAL DE LOIRE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(C.C.A.P)**

**Numéro de consultation : 2025\_CVDL\_DEFIBRILLATEUR**

**Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 du Code de la commande publique (CCP).

**Code CPV :**

33182100-0 défibrillateur

50610000-4 Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité

**GM :**

43.07.01 Matériel médical

36.05.06 Matériel et petit équipement électriques

37.02.12 Maintenance matériels de sécurité

Le présent CCAP comporte les 3 annexes suivantes :

<b>Annexe 1</b>	Services et établissements publics adhérents à l'accord-cadre
<b>Annexe 2</b>	Procédure de dématérialisation de la facturation
<b>Annexe 3</b>	Protection des données à caractère personnel

**Ce document comporte 33 pages.**

## Table des matières

Article 1 - Préambule.....	4
Article 2 – Présentation des parties.....	5
Article 3 – Objet du marché.....	5
Article 4 - Déontologie.....	5
Article 5 – Procédure de passation de l'accord-cadre.....	5
Article 6 – Durée de l'accord-cadre.....	6
Article 7 – Pièces constitutives du marché.....	7
Article 8 – Représentation des parties.....	7
Article 9 – Contenu des prestations.....	8
Article 10 – Transport et déplacement.....	8
Article 11 – Lieux d'exécution ou de livraison.....	9
Article 12 – Emissions des bons de commande.....	9
Article 13 – Délais d'exécution des prestations.....	10
Article 14 – Conditions particulières d'exécution.....	10
Article 15 – Opérations de vérifications.....	10
Article 16 – Garantie contractuelle.....	11
Article 17 – Obligations du titulaire.....	11
Article 18 – Clause de réexamen.....	11
Article 19 – Entreprises groupées.....	12
Article 20 – Prix et modalités de règlement.....	12
20.1 – Établissement des prix.....	12
20.1.3 – Révision des prix.....	14
20.2 – Modalités de paiement.....	15
20.3 – Délais de paiement.....	15
20.4 – Intérêts moratoires.....	16
20.5 - Dématérialisation des factures.....	16
20.6 – Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	17
20.7 - Modalités de facturation et de règlement des prestations.....	17
20.8 – Taux de TVA.....	17

20.9 – Monnaie.....	17
Article 21 – Hygiène et sécurité.....	17
Article 22 – Obligations du titulaire et de l’acheteur.....	17
22.1 - Organisation des prestations – Moyens mis en œuvre par le Titulaire.....	17
22.2 - Personnel du Titulaire.....	18
22.3 - Respect de la réglementation sociale par le Titulaire.....	18
22.4 - Usage de la langue française par le Titulaire.....	19
22.5 - Obligations de l’administration.....	19
Article 23 – Force majeure.....	19
Article 24 – Contrôle d’exécution des prestations de maintenance.....	20
Article 25 – Moyens à dispositions du titulaire.....	21
Article 26 – Phase de réversibilité.....	21
Article 27 – Bilan d’activité.....	21
Article 28- Clause environnementale.....	22
Article 29 – Avance.....	23
Article 30 – Pénalités.....	23
Article 31 – Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	25
Article 32– Perte d’exclusivité.....	25
Article 33 –Obligations sociales et pièces à produire au cours de l’exécution du marché.....	25
34.1 - Obligations sociales.....	25
34.2 - Pièces à produire.....	25
Article 34 – Sous-traitance.....	26
Article 35 – Résiliation.....	26
Article 36 - Changements affectant le titulaire.....	27
Article 37 – Assurances.....	27
Article 38 – Application de la réglementation.....	28
38.1 - Médiation.....	28
38.2 – Droit applicable et litiges.....	28
38.3 – Évolution de la réglementation.....	29
Article 39 – Dérogations au CCAG-FCS.....	29

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la maintenance des défibrillateurs pour les services et certains établissements publics de l'Etat en région Centre-Val de Loire, selon les dispositions des articles L.2113-1, L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique.

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (Code CPV) de la consultation est :

- **50610000-4 Service de réparation et d'entretien du matériel de sécurité**
- **33182100-0 défibrillateur**

### 1.1 – DÉFINITIONS TECHNIQUES

Au sens de la norme FD EN 13306 X 60-319, la maintenance est un « ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ».

**La maintenance préventive** est une « maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien. » (extrait norme NF EN 13306 X 60-319).

**La maintenance palliative** est la maintenance qui s'attache à la correction de tout incident identifié empêchant l'utilisation d'un bien dans une condition optimale nécessitant une intervention rapide, pour pallier au plus urgent dans le rétablissement du service produit permettant d'en poursuivre l'exploitation ou l'usage, et dans l'attente d'une solution ou une correction définitive durable. La maintenance palliative est principalement constituée d'actions à caractère provisoire qui doivent être suivies d'actions curatives.

**La maintenance curative** est la maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifié, dans une action ou un ensemble d'actions permettant de rétablir un bien dans un état spécifique ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise par remise dans un état initial, de façon durable. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.

**La maintenance corrective** comprend la maintenance palliative et la maintenance curative.

### 1.2 – AUTRES DÉFINITIONS

**Le site d'intervention** est l'emplacement géographique où se trouve physiquement implanté les installations et/ou les équipements à maintenir. Ce site est associé à une adresse géographique individuelle. Un site peut comporter plusieurs bâtiments comportant chacun plusieurs types de surface à maintenir. Le site est associé à un gestionnaire de site qui peut agir pour un ou plusieurs sites.

**Le prix d'achat net fournisseur** est le prix proposé par le fournisseur du titulaire diminué des réductions qu'il accorde à son client selon la formule suivante : prix d'achat net hors taxes = prix d'achat brut hors taxes - les remises, rabais, ristournes.

**Le délai d'indisponibilité** délai maximum autorisé d'indisponibilité du système après une demande d'intervention. Pour les défibrillateurs en cas d'incapacité de les dépanner, le titulaire devra mettre en place un défibrillateur de prêt équivalent garantissant la continuité d'activité et de service jusqu'au rétablissement complet des installations.

**L'obligation de résultat** est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, véritable, déterminé à l'avance.

**Les consommables de maintenance** sont des produits ou des articles banalisés nécessaires à la maintenance. Par exemple : huiles, graisses, rouleaux de papier pour appareils enregistreurs de maintenance, peintures, vernis, quincaillerie.

## ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DES PARTIES

**La préfète de la région Centre-Val de Loire** conduit de manière coordonnée un accord-cadre interministériel relatif à la fourniture et maintenance des défibrillateurs pour les services et certains établissements publics de l'État en région Centre-Val de Loire, selon les dispositions des articles L.2113-1, L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique.

**Le représentant du pouvoir adjudicateur**, chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services déconcentrés et des établissements publics est le secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) Centre-Val de Loire, par l'intermédiaire de la Plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services déconcentrés et des établissements publics bénéficiaires.

**Les services déconcentrés et les établissements publics bénéficiaires** sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs besoins respectifs et conservent leur autonomie en ce qui concerne la signature des bons de commande, la gestion de la commande, leurs budgets ainsi que les modalités de règlement de ses dépenses.

### **Identification de l'Administration qui passe l'accord-cadre :**

Préfecture de la Région Centre-Val de Loire  
SGAR- Plate-forme Régionale des Achats Centre-Val de Loire (PFRA CDVL)  
181 Rue de Bourgogne  
45 042 Orléans cedex

## ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre interministériel de fourniture et maintenance de défibrillateurs pour les services déconcentrés de l'État et certains établissements publics en région Centre-Val de Loire.

La liste prévisionnelle des services et établissements publics concernés figure en annexe 1 au CCAP.

Le titulaire est informé que cette liste est susceptible d'évoluer en fonction des besoins des services et des établissements. Aussi, il est dûment informé que des services de l'Etat pourraient être amenés à rejoindre l'accord-cadre en cours d'exécution.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services telles qu'elles sont décrites au CCTP.  
Il est fait application du CCAG-FCS approuvé par arrêté au 31 mars 2021.

## ARTICLE 4 - DÉONTOLOGIE

Les agents de l'État associés à l'élaboration et à la conduite de la présente consultation ainsi qu'au suivi d'exécution de l'accord-cadre auquel elle doit donner lieu sont soumis à des règles dont le respect scrupuleux contribue à garantir la transparence et l'incontestabilité de l'action publique, tout spécialement dans le cadre de l'achat public. Conformément aux engagements de la Plateforme Régionale des Achats Centre-Val de Loire au titre du label Relations Fournisseurs Achats Responsables (RFAR) qu'elle détient.

## ARTICLE 5 – PROCÉDURE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1 – Procédure de passation :

La procédure utilisée dans la présente consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 5.2 – Forme de l'accord-cadre :

Le marché public objet de la présente consultation constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un **accord-cadre à bons de commande** en vertu des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. En application des articles R.2161-1 à R.2162-9 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est **mono-attributaire** pour chacun des lots décrits ci-dessous. Chaque lot donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 5.3 – Allotissement de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est alloté conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code susvisé selon la décomposition géographique suivante :

N° du lot	Allotissement
1	Fourniture et maintenance dans les départements de l'Eure-et-Loir (28) et du Loiret (45)
2	Fourniture et maintenance dans les départements Loir-et-Cher (41) et de l'Indre-et-Loire (37)
3	Fourniture et maintenance dans les départements du Cher (18) et de l'Indre (36)

### 5.4 – Volumétrie financière

L'accord-cadre est conclu, pour tous les lots, sans minimum en valeur et en quantité au regard de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique. En revanche, l'accord-cadre est conclu avec un maximum par lot.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à **1 500 000 € HT** sur 4 ans.

Les montants par lot sont déterminés comme suit :

<b>N°du lot</b>	<b>Intitulé du lot</b>	<b>Montant HT maximum pour 4 ans</b>
<b>1</b>	Fourniture et maintenance dans les départements de l'Eure-et-Loir (28) et du Loir-et-Cher (45)	<b>500 000 € HT</b>
<b>2</b>	Fourniture et maintenance dans les départements Loir-et-Cher (41) et de l'Indre-et-Loire (37)	<b>500 000 € HT</b>
<b>3</b>	Fourniture et maintenance dans les départements du Cher (18) et de l'Indre (36)	<b>500 000 € HT</b>

## **ARTICLE 6 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme initiale de **deux ans à compter de sa date de notification**. Il est reconductible tacitement **1 fois pour une période de deux ans**. **Sa durée globale maximale n'excède pas une durée de quatre ans**.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par courriel avec accusé de réception ou via la messagerie PLACE au plus tard **trois mois** avant la fin de la validité du marché, ou de chaque période de reconduction. La décision de non reconduction n'est assortie d'aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit et sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. En effet, la reconduction ne signifie pas la résiliation de l'accord-cadre. En conséquence, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre parvenu à son terme n'a ni pour objet, ni pour effet, de mettre unilatéralement un terme au contrat en cours.

Ainsi, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations.

## **ARTICLE 7 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement et ses annexes financières :**
  - ➔ Annexe 1 : Bordereau des prix forfaitaires et unitaires
  - ➔ Annexe 2 : DC1
  - ➔ Annexe 3 : DC2

- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
  - ➔ Annexe 1 : Services et établissements publics adhérents à l'accord-cadre
  - ➔ Annexe 2 : Procédure de dématérialisation de la facturation
  - ➔ Annexe 3 : Protection des données à caractère personnel
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :**
  - ➔ Annexe 1 : Recensement du parc défibrillateur des services et établissements
  - ➔ Annexe 2 : Conditions d'accès dans les services de police et de gendarmerie
- **Règlement de consultation et ses annexes :**
  - ➔ Annexe 1 : Recensement du parc des défibrillateurs des services et établissements publics
  - ➔ Annexe 2 : Coordonnées des facilitateurs en région Centre-Val de Loire
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le cadre de réponse technique du candidat (**un par lot**).
- La mise au point avant notification, le cas échéant.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et les avenants postérieurs à la notification du marché.
- Les réponses aux questions et les pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu.

## ARTICLE 8 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

### 9.1 – Représentants de l'acheteur

Chaque bénéficiaire de l'accord-cadre désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché lors de l'émission d'un bon de commande. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

### 9.2 – Représentants du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### 9.3 – Remplacement des intervenants

La capacité du titulaire à produire une prestation de qualité tenant pour une part importante à l'équipe désignée pour sa réalisation, le titulaire est tenu d'informer l'Administration de tout changement dans sa composition. Le titulaire est tenu de présenter des profils et expériences similaires à celles qu'il a inclus dans son offre. En cas de manquement à cette obligation, le titulaire s'expose à une résiliation pour faute du marché en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

Si cette personne ou toute autre personne de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, l'État et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite



de l'exécution des prestations,

- Proposer à l'État un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 5 jours ouvrés courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.4 du CCAG-FCS.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## **ARTICLE 9 – CONTENU DES PRESTATIONS**

Le présent marché est exécuté par bons de commandes. L'ensemble des prestations et les détails figurent dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP) et dans les annexes financières de l'acte d'engagement. Chaque lot comporte trois types de prestations:

- ***Fourniture de défibrillateurs***
- ***Maintenance préventive annuelle et curative***
- ***Formation à l'utilisation des défibrillateurs***

## **ARTICLE 10 – TRANSPORT ET DÉPLACEMENT**

Les frais de déplacement et de transport sont à la charge du titulaire et sont réputés inclus au titre des prix forfaitaires des prestations.

## **ARTICLE 11 – LIEUX D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON**

Le présent marché s'exécute sur l'ensemble du territoire de la Région Centre-Val de Loire. Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont les départements suivants :

- Le Cher (18)
- L'Eure-et-Loir (28)
- L'Indre (36)
- L'Indre-et-Loire (37)
- Le Loir-et-Cher (41)
- Le Loiret (45)

Le lieu de livraison est précisé dans chaque bon de commande par les services bénéficiaires.

## **ARTICLE 12 – EMISSIONS DES BONS DE COMMANDE**

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen des bons de commandes délivrés par le service et qui comporteront :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant, pour les services relevant des ministères, au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture),
- La référence du marché (numéro de l'accord-cadre),
- Le nom et les coordonnées du Titulaire,
- Le nom et l'adresse du service bénéficiaire,
- La désignation de la prestation à effectuer ;
- La quantité ;
- Le lieu d'exécution ou de livraison ;
- Le délai d'exécution ou de livraison ;
- Le montant total en euro HT et TTC du bon de commande ;
- La date et le numéro de la commande ;
- L'adresse de facturation.
- Les contraintes particulières (de sécurité, d'accès, horaires, consignes spécifiques),
- Toutes mentions particulières le cas échéant.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les bons de commande exécutant l'accord-cadre sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Après notification du marché, les bons de commandes sont émis à la survenance des besoins par les services bénéficiaires. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de début d'exécution mentionnée dans la demande écrite du service bénéficiaire jointe au bon de commande ou figurant directement dans le bon de commande. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Le présent accord-cadre est à bons de commandes. Il donne lieu à l'émission de bons de commande au titre des prestations prévues au présent accord-cadre, dont il fixe toutes les stipulations contractuelles. Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché pour une durée d'exécution qui ne peut excéder six mois. Seule l'émission d'un bon de commande dans le cadre du marché engage juridiquement l'acheteur auprès du titulaire. Ces bons de commande sont établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix et des délais.

À l'issue du marché, les bons de commande régulièrement édités pendant la durée du marché peuvent continuer à s'exécuter jusqu'à **six mois maximum après la fin du marché**.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'annuler une commande à tout moment, jusqu'au début de la réalisation de la prestation concernée. Cette annulation n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du titulaire, à l'exception toutefois des frais réellement exposés par lui, le cas échéant, pour la préparation de l'exécution de la commande considérée. Le titulaire est

indemnisé de ces frais sur la base d'un état présenté par lui, accompagné de l'ensemble des pièces justificatives appuyant sa demande.

## **ARTICLE 13 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **14.1 - DÉLAI MAXIMUM DE RÉALISATION DE L'INVENTAIRE D'ENTRÉE**

L'inventaire du matériel relevant du présent accord-cadre fait l'objet d'une liste non exhaustive, jointe en annexe du CCTP. Le titulaire doit réaliser l'inventaire d'entrée dans un délai de 10 (dix) semaines à compter d'émission du bon de commande du service bénéficiaire.

### **14.2 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DE LA MAINTENANCE CURATIVE**

Les délais sont précisés au sein de l'article 5 du CCTP .

### **14.3 - DÉLAI MAXIMUM D'ÉTABLISSEMENT D'UN DEVIS**

Les délais sont précisés au sein de l'article 5 du CCTP

## **ARTICLE 14 – CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION**

Le CCTP du marché fixe les conditions particulières d'exécution et les gammes de maintenance attendues.

## **ARTICLE 15 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS**

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations réalisées sont conformes aux stipulations du CCTP et aux engagements du titulaire. Les vérifications quantitatives et qualitatives ont lieu concomitamment, à partir de la date de livraison des prestations commandées. Le délai maximal imparti à l'administration pour procéder aux opérations de vérifications et notifier sa décision est fixé à deux (2) mois. En cas de silence de l'Administration, la décision d'admission des prestations est réputée acquise au-delà de ce délai. L'attestation de service fait, vaut implicitement décision de réception et de mise en paiement des prestations.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS. Elles ne peuvent être notifiées au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

## **ARTICLE 16 – GARANTIE CONTRACTUELLE**

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée d'un (1) an, conformément à l'article 33 du CCAG -FCS. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception. En cas de silence de l'Administration, la décision d'admission des prestations est réputée acquise, 2 mois après la livraison.

## **ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **18.1- Obligation de conseil**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### **18.2- Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **18.3- Obligations de confidentialité**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de cette obligation par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

### **18.4- Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### **18.5- Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE 18 – CLAUSE DE RÉEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, des modifications pourront être apportées en cours d'exécution. L'ordonnateur devra alors respecter un préavis d'un mois pour transmettre au titulaire une fiche descriptive du besoin et convenir de la date d'effet de la modification. Les modifications susceptibles d'intervenir concernent les ajouts ou retracts de prix selon l'évolution des besoins des services .

## ARTICLE 19 – ENTREPRISES GROUPÉES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs membre d'un groupement, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ses membres.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, chaque membre s'engage à exécuter l'ensemble de la prestation. En cas de défaillance d'un des cotraitants, la solidarité à l'égard du pouvoir adjudicateur est assurée par chacun d'entre eux. Les membres du groupement devront se substituer à l'entreprise défaillante. Si l'entrepreneur mandataire n'est pas désigné dans le marché, c'est le cotraitant énuméré le premier dans l'acte d'engagement qui est le mandataire des autres entrepreneurs. Si le mandataire n'est pas nommé dans l'acte d'engagement, c'est le cotraitant énuméré le premier dans l'acte d'engagement qui est désigné mandataire des autres membres du groupement.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, chaque membre est responsable de la part de la prestation qu'il s'engage à exécuter. Le mandataire doit être solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

## ARTICLE 20 – PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 20.1 – Établissement des prix

Les prix des prestations du présent accord-cadre sont ceux qui figurent dans les annexes financières à l'acte d'engagement. Ces prix initiaux s'expriment hors taxe et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxe, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée aux taux en vigueur dans les conditions de l'article 22.8 ci-après. Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision ci-après.

#### 20.1.1 - Modalités financières

Chaque service bénéficiaire choisit la prestation objet de son besoin et qui peut être cumulative entre :

- **La fourniture et installation de nouveaux équipements**
- **Maintenance préventive et curative des équipements dont il est déjà propriétaire ou qu'il achète au titre du marché**
- **La formation d'utilisation à l'équipement**

Le marché s'exécute à bon de commande. Le bordereau des prix comporte une partie à prix forfaitaires ainsi qu'une partie à prix unitaires (annexe 1 de l'acte d'engagement).

	<i>Prestations à prix forfaitaires</i>
Prestations forfaitaires	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fourniture de défibrillateurs</li><li>• Maintenance préventive annuelle</li><li>• Installation incluant frais de main d'œuvre, de déplacement, outillage et initiation de base.</li><li>• La formation à l'utilisation d'un défibrillateur</li></ul>

Règles	La première année, les prestations à redevance forfaitaire relatives aux nouvelles installations sont facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge de la maintenance desdits équipements. Les prestations à redevance forfaitaire, relatives aux équipements supprimés, sont facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements à l'état des lieux contradictoire. Tout mois commencé est entièrement dû au titulaire.
--------	--

	<i>Prestations à prix unitaires</i>
Prestations unitaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture des consommables, des armoires de protection et accessoire du DAE fourni.</li> <li>• La fourniture de consommables et accessoires des défibrillateurs existants</li> <li>• Coût horaire de la maintenance curative</li> </ul>
Règles	<p>Il s'agit de commandes supplémentaires soumises à exclusivité, pour lesquelles le titulaire propose un devis au service bénéficiaire.</p> <p>Ces prestations sont conclues à prix unitaires conformément aux prix figurant dans un devis établi par le titulaire et en rapport avec le bordereau de prix.</p> <p>Ce devis doit comporter le nombre d'intervenants et le nombre d'heures de main d'œuvre nécessaire à l'exécution de la prestation. Ce prix comprend les frais de déplacement. Le devis proposé doit également être détaillé et mentionner le prix d'achat net fournisseur de la pièce.</p>

***Les tarifs horaires n'ouvrent pas droit à facturation dès lors où l'intervention pour la réalisation de prestations hors forfait est réalisée en même temps qu'une intervention liée aux prestations de maintenance préventive.***

Les services bénéficiaires ont la possibilité de demander au titulaire la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs. Les prix nets de ces prestations (taux horaires et fournitures) sont facturés aux conditions économiques applicables à la date du premier jour d'exécution des prestations.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il doit prendre en considération les contraintes spécifiques d'intervention propres à chaque site.

### **20.1.2 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont établis en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord-cadre à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement qui impose au titulaire de réparer tous les désordres (vices cachés et défaut de conformité) signalés au cours de l'année qui suit la réception des prestations, quelles que soient leur importance et leur nature,
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent accord-cadre et les activités de sites ou de

zones sensibles,

- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable de site, relatifs à l'administration pénitentiaire, à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont exécutées annexés au présent document.

Sont également réputées inclus dans les prix du présent accord-cadre, les éléments suivants :

- la reconnaissance des lieux et notamment des conditions de réalisation (accès, stationnements, réseaux existants ...),
- l'exécution des percements, des saignées, encastrement et leur calfeutrement nécessaires à l'exécution des prestations (sauf indication contraire),
- la protection des ouvrages existants,
- la protection des personnes notamment en cas de site occupé,
- les signalisations provisoires, balisages des zones d'intervention et accord d'occupation du domaine public,
- l'aménagement des zones de stockage des matériels nécessaires à la réalisation des prestations,
- le nettoyage, le tri et l'évacuation des déchets au fur et à mesure de l'exécution,
- la remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement,
- les dispositions relatives à la protection des travailleurs.

### **20.1.3 – Révision des prix**

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'appliquent à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre et des marchés subséquents qui en découlent, à l'exception des coefficients multiplicateurs (coefficients de majoration).

Les prix sont révisés selon les modalités suivantes :

- Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er janvier de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er janvier en respectant cette périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de décembre.

- Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er juillet et le 31 décembre de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er juillet de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er juillet en respectant cette périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de juin.

Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée d'1 an entre chaque révision. C'est la PFRA qui est à l'initiative de cette révision.

Le mois d'établissement des prix définis dans l'annexe financière est le mois correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois "zéro".

La révision se fait par application de la formule suivante, selon laquelle :

$$PN = PN-1 \times (ICHTrevTSN / ICHTrevTSN-1)$$

où

**PN** = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

#### **Pour la première révision de prix :**

**PN-1** = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro"

**Pour les révisions suivantes :**

**PN-1** = Prix révisé pour la période annuelle N-1

**ICHTrevTS N-1** = indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif au « mois zéro » de l'année N-1 identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré

**ICHTrevTS N** = dernier indice mensuel du cout horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec.2008) publié et définitif au mois de révision identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient annuel de révision est arrondi arithmétiquement au millième (soit à la troisième décimale) :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les prix déterminés par référence aux catalogues publics ne sont pas révisables.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir, un mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, au pouvoir adjudicateur, les annexes financières révisées, en indiquant la formule de révision de prix, le détail des calculs, ainsi que les indices utilisés. Les documents font apparaître les prix initiaux et les prix révisés. Les prix révisés n'entrent en vigueur qu'après validation par le pouvoir adjudicateur.

À défaut de transmission au pouvoir adjudicateur des prix révisés dans un délai d'un mois avant la nouvelle période ou à défaut de réponse écrite dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi par le pouvoir adjudicateur d'une demande de correction suite à une erreur de calcul, les prix de la nouvelle période d'application demeureront identiques à ceux de la période précédente.

Les prix révisés s'appliquent au marché et entrent en vigueur à compter de la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Les prix révisés ne varient plus jusqu'à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre de l'année suivante, date à laquelle ils feront l'objet d'une nouvelle révision.

## **20.2 – Modalités de paiement**

Le règlement des prestations s'effectue à terme échu après exécution et certification du service fait, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations exécutées, à laquelle est jointe la copie du bon de commande correspondant.

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (nom et adresse) ;
- L'objet, la date et le numéro du marché ;
- La référence du marché ou du bon de commande (numéro d'engagement juridique



ou référence équivalente pour les établissements publics) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une/plusieurs séries ;
- La nature et le détail des prestations exécutées en respectant la formulation du bordereau des prix unitaires ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises (TTC), le montant hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- La date d'établissement de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- Les modalités de règlement telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement (référence IBAN/BIC ouvert au nom du titulaire).

### **20.3 – Délais de paiement**

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire. Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **20.4 – Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans ce délai donne lieu, de plein droit et sans autres formalités, au versement d'intérêts moratoires et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L2192-13 du Code de la commande publique). Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement

du principal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire.

### **20.5 - Dématérialisation des factures**

La transmission des factures s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le site internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique "Nous contacter".

Les demandes de paiement dématérialisées doivent impérativement comporter le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le «Code service exécutant». Ces deux mentions sont données par l'Administration au moment de la notification de la commande.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- De l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- Du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation ;
- De l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

### **20.6 – Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du Titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct. Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en œuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16. Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au Titulaire ainsi qu'à la personne désignée ci-après : - Nature des prestations – Services.

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est computé dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

### **20.7 - Modalités de facturation et de règlement des prestations**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

## **20.8 – Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **20.9 – Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

## **ARTICLE 21 – HYGIÈNE ET SÉCURITÉ**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire sera tenu de se conformer aux dispositions légales et réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité, de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions, et en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, le Pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, sans mise en demeure préalable, d'imposer l'interruption des prestations objet du marché, jusqu'à mise en conformité de ce dernier avec les prescriptions susmentionnées. Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels.

## **ARTICLE 22 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET DE L'ACHETEUR**

### **22.1 - Organisation des prestations – Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre, à ses frais et sous sa seule responsabilité, l'ensemble des moyens nécessaires à l'exécution des Prestations dans les conditions prévues par les pièces du marché. Le Titulaire déclare avoir reçu de l'acheteur toutes les informations qui lui sont nécessaires pour exécuter les Prestations conformément aux présentes dispositions. Le Titulaire s'engage également à exécuter les Prestations en conformité avec les règles définies par les pièces du marché.

Pendant l'exécution de chaque marché, le Titulaire devra notamment au titre de son obligation de conseil et d'information :

- Alerter le Pouvoir Adjudicateur, de tout événement dont il aurait connaissance, pouvant affecter les objectifs poursuivis par l'acheteur et les engagements des parties, y compris si cet événement est imputable à l'administration ou à un tiers ; les parties pourront alors se concerter sur les moyens qui pourraient permettre de limiter les conséquences de l'événement en cause ;
- Contrôler tous les documents ou informations qui lui seront communiqués par l'acheteur ou des tiers afin de s'assurer de leur cohérence et, le cas échéant, le mettre en garde sur toute anomalie ou oubli relevé ;
- Mettre en garde l'administration sur tout manquement de celui-ci ou d'un tiers, notamment en cas d'éventuelles défaillances de l'administration dans la mise en place de l'organisation requise pour l'exécution des Prestations ;
- Conseiller l'acheteur dans le cadre des Prestations à réaliser et contribuer, si nécessaire, à l'analyse des besoins de l'acheteur, en sollicitant, toutes informations et/ou documents nécessaires à la parfaite compréhension des besoins de l'acheteur.

## **22.2 - Personnel du Titulaire**

Le Titulaire demeure tout au long des Prestations le seul et unique employeur de son personnel affecté à la réalisation des Prestations. Il exerce vis-à-vis des intéressés toutes les prérogatives attachées à sa qualité d'employeur. Le Titulaire a ainsi la charge de la gestion administrative de ses salariés (congrés, absence), de la gestion de carrière (entretiens annuels, promotions, etc.). Le Titulaire dispose seul du pouvoir de direction et du contrôle de son personnel, notamment l'exercice du pouvoir disciplinaire. À cet effet, un représentant du Titulaire assure l'encadrement des salariés mis à disposition et leur donne les instructions et directives.

Pour des raisons de sécurité, le Titulaire devra communiquer à l'acheteur, la liste nominative des personnels qui seront amenés à travailler sur le site d'exécution des Prestations et lui préciser le nom du responsable de son équipe qui sera habilité à recevoir éventuellement de l'acheteur certaines données pour mener à bien les Prestations. En aucun cas et quelle que soit la durée des Prestations, le personnel du Titulaire ne pourra être assimilé juridiquement à un agent de l'administration ou à un personnel intérimaire mis à disposition.

Le Titulaire a, l'entière responsabilité du personnel placé par ses soins selon des conditions de travail conformes aux usages de la profession. Le Pouvoir Adjudicateur reconnaît n'avoir aucun pouvoir disciplinaire ou réglementaire sur les salariés du Titulaire. En outre, le Titulaire se porte fort du respect, par l'ensemble du personnel exécutant les Prestations, des règles d'hygiène et de sécurité propres à l'établissement du lieu d'exécution des Prestations. En cas de non-respect par ce personnel des dites règles, l'acheteur en informe le Titulaire qui s'engage à prendre les mesures appropriées dans les meilleurs délais. Dans le cadre du respect des dispositions des articles L. 1111-2, L. 2314-18-1 et L. 2324-17-1 du Code du travail, relatifs aux élections professionnelles, le Titulaire s'engage à répondre aux demandes d'information concernant les salariés du Titulaire affectés à la réalisation de la Prestation.

## **22.3 - Respect de la réglementation sociale par le Titulaire**

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives aux droits du travail et de la sécurité sociale.

Conformément aux dispositions des articles L. 8221-1, D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail, le Titulaire s'oblige à remettre au Représentant du Pouvoir Adjudicateur, à la date de signature du présent contrat puis tous les six mois, les attestations et documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six mois (dite « Attestation de vigilance ») ; lorsque le Titulaire emploie des salariés, cette attestation mentionnera l'identification de l'entreprise, le nombre de salariés et le total des rémunérations déclarées au cours de la dernière période ayant donné lieu à la communication des informations prévue à l'article R. 243-13 du Code de la sécurité sociale ;

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou, lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;

Le Titulaire s'engage également à ce que :

- Toutes les informations et documents visés ci-dessus qui ont été délivrés à la signature du contrat ou le seront périodiquement sont et seront authentiques ;
- Tous les salariés intervenant dans le cadre des Prestations sont dûment déclarés et employés en conformité avec les dispositions légales et en particulier les articles L. 1221-10 et suivants du Code du travail (relatifs au registre du personnel), article L. 3242-2 et R. 3243-1 du Code du travail (relatifs à la délivrance d'un bulletin de paie).

Enfin, en cas de recours à des salariés de nationalité étrangère en vue de la réalisation des Prestations objet du contrat, ces derniers devront être autorisés à exercer une activité professionnelle en France. A ce titre, le Titulaire remet à l'administration la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail ; cette liste établie à partir du registre unique du personnel doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro du titre valant autorisation de travail ; elle devra être actualisée tous les six (6) mois.

#### **22.4 - Usage de la langue française par le Titulaire**

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française dans les échanges avec l'administration (documents, réunions, appels téléphoniques, courriers électroniques). À ce titre, le Titulaire veillera à l'utilisation de cette langue, notamment sur les points suivants :

- Les réunions de travail et présentation de restitution des travaux ;
- Les entretiens avec les collaborateurs et services concernés par la mission
- Les comptes rendus de suivi des prestations exécutées.

#### **22.5 - Obligations de l'administration**

L'administration s'engage, dans le cadre du présent marché :

- À communiquer en temps utile au Titulaire l'intégralité des informations et moyens nécessaires à la réalisation des Prestations ;
- À collaborer avec le Titulaire afin de lui permettre de réaliser l'ensemble des Prestations.
- À faciliter l'accès aux locaux faisant l'objet du marché au Titulaire

### **ARTICLE 23 – FORCE MAJEURE**

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable d'un manquement quelconque à l'une de ses obligations si elle prouve que ce manquement résulte d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit rendant impossible l'exécution de ses obligations au sens de l'article 1148 du Code civil et de la définition retenue par la jurisprudence française des Cours d'appel et de la Cour de cassation.

La partie invoquant la force majeure est tenue d'informer immédiatement l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception de la survenance et de la cessation de l'événement ou de la circonstance répondant à la qualification de force majeure. Si la notification n'arrive pas à destination dans un délai raisonnable à partir du moment où il a eu, ou aurait dû avoir, connaissance de l'empêchement, la partie débitrice est tenue à des dommages-intérêts pour le préjudice résultant du défaut de réception.

- Dans un premier temps, toute inexécution résultant d'un cas de force majeure suspendra les obligations du contrat. Le débiteur n'est pas libéré, cette exécution étant simplement suspendue jusqu'au moment où l'impossibilité vient à cesser. Il est entendu que, à l'occasion de tels événements, le Titulaire doit proposer au Pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais toutes les mesures envisageables pour organiser et assurer la poursuite et la continuité des prestations, même partielles ou dégradées afin de rétablir une situation normale. Ces mesures devront recevoir l'approbation expresse du Pouvoir adjudicateur.
- Si le cas de force majeure persiste plus de quinze jours, les parties devront se rapprocher afin de négocier et fixer de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure.
- Si le cas de force majeure persiste et que la négociation a échoué, le contrat sera résilié de plein droit.

Dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, les obligations du contrat initial reprendront pleinement vigueur pour la durée restant à courir.

## **ARTICLE 24 – CONTRÔLE D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE**

Chaque opération de contrôle est effectuée soit par le service bénéficiaire, soit par un prestataire externe d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Le titulaire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

### **OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE :**

#### **24.1 - MAINTENANCE PRÉVENTIVE**

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent accord-cadre et notamment le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence à la gamme de maintenance préventive.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- l'état des installations et des équipements entretenus ;
- la qualité des rapports d'intervention ;
- la justesse dans le choix et la mise en place d'indicateurs de performance par le mainteneur.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, le délai imparti pour procéder aux opérations de réception court à compter de la réception du compte-rendu d'intervention par le service utilisateur.

#### **24.2 - MAINTENANCE CURATIVE**

Les opérations de vérification ont pour but de constater la conformité des actions opérées avec les prescriptions issues du devis objet de l'intervention. Elles consistent également en la vérification du rétablissement en ordre de marche de l'objet de la panne signalée, ainsi qu'en la vérification du caractère permanent de l'installation objet de l'intervention.

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Par dérogation à l'article 23.2 CCAG-FCS, le délai imparti pour procéder aux opérations de réception court à compter de la réception du compte-rendu d'intervention par le service utilisateur.

## ARTICLE 25 – MOYENS À DISPOSITIONS DU TITULAIRE

- **Local** : Au cas par cas, et selon les disponibilités offertes par le site considéré, un local peut être mis à la disposition du titulaire. En l'absence de local, le responsable de site indique les voies d'accès aux sanitaires et/ou aux vestiaires.
- **Documentation** : Le titulaire a accès, dans les locaux de la personne publique, aux Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), aux plans concernant les équipements techniques objets du présent accord-cadre, s'ils sont disponibles.
- **Informations** : Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.
- **Plan de prévention** : Le titulaire doit fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996. Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses cotraitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

## ARTICLE 26 – PHASE DE RÉVERSIBILITÉ

Au terme du marché, le titulaire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par l'acheteur et à fournir toutes les informations et prestations utiles à cette mise en œuvre. La fourniture de toutes les informations relatives à l'exécution du marché, la documentation constituée durant la prestation, sous forme électronique mis à jour, ainsi que le transfert de connaissance sont incluses dans le présent marché.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre la réversibilité afin que l'administration, ou tout tiers désigné par elle, puisse reprendre, à la cessation du marché, les Prestations confiées au Titulaire. L'administration et le Titulaire devront collaborer afin de faciliter la reprise des données. Le Titulaire fera en sorte que l'administration puisse poursuivre l'exploitation sans rupture, directement ou via un autre Titulaire. La fourniture de toutes les informations relatives à l'exécution du marché, la documentation constituée durant la prestation, sous forme électronique mis à jour, ainsi que le transfert de connaissance sont incluses dans le présent marché.

## **ARTICLE 27 – BILAN D'ACTIVITÉ**

Pour chaque lot, le titulaire doit communiquer, dans les deux semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents doivent être transmis deux semaines avant ladite date anniversaire, un bilan d'activité à destination de la PFRA : état des lieux visant à décrire l'état du parc maintenu, tant du point de vue de la quantité des matériels présents que de leur état. Les titulaires listent dans cet inventaire les matériels qui ont fait l'objet d'une réparation ou d'un remplacement.

Les titulaires de l'accord-cadre mettent également à la disposition du responsable du pouvoir adjudicateur, à la date anniversaire de l'accord-cadre, la synthèse des commandes d'opérations passées par les services bénéficiaires. A minima, devront apparaître le service bénéficiaire (responsable du pouvoir adjudicateur du marché), la référence et la date de la commande, le total TTC en euros. Cet export annuel ne doit faire apparaître que l'état des consommations de la période annuelle de douze (12) mois échue.

A la demande du service bénéficiaire, le titulaire doit adresser un rapport annuel d'exécution (inventaire quantitatif et qualitatif des installations maintenue et synthèse annuelle des commandes passées) dans un délai d'un mois à compter de la date de la demande dudit service.

## **ARTICLE 28- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable de la puissance publique.

A ce titre, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier par écrit, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **28.1 – REPORTING RSE**

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50-135- 1). Le titulaire devra donc sur toute la durée du marché mettre à disposition du pouvoir adjudicateur les documents faisant foi de son engagement RSE (Rapport RSE, Rapport annuel, charte...). Notamment par le suivi de la norme ISO 26 000, ou équivalent, et de ses lignes directrices afin de pouvoir évaluer son engagement en faveur du développement durable.

### **28.2 – PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE EN MATIÈRE DE TRANSPORTS**

Lorsque la situation le permet, en métropole, le titulaire doit privilégier le transport de colis au moyen de modes de transport alternatifs aux véhicules thermiques. Dès lors que le transport des outils de communication aura lieu par la voie routière et au moyen de véhicules motorisés, le titulaire doit encourager le recours à des véhicules à faibles émissions de gaz à effet de serre. Le titulaire prend en



compte les conditions particulières pour transport routier en outremer et notamment le recours aux véhicules électriques ou hybrides. Le titulaire prend en compte la réglementation en vigueur relative aux plans de protection de l'atmosphère. Les véhicules mobilisés pour les prestations respectent dans la mesure du possible la norme Euro V et de préférence la norme Euro VI pour les véhicules poids lourds, afin de limiter la pollution atmosphérique du transport routier.

### **28.3 – L'ÉCOCONDUITE**

Le futur titulaire est fortement invité à mettre en place auprès de ses salariés des formations à l'écoconduite. L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES) ainsi que les dépenses tout en réduisant le risque de survenue d'accident. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant de la mise en œuvre d'une sensibilisation des agents à l'écoconduite au sein de son entreprise.

### **28.4 – LA GESTION DES DÉCHETS/RÉEMPLOI**

Le titulaire est invité à communiquer au pouvoir adjudicateur toute initiative mise en place afin de promouvoir des actions d'économie circulaire au sein de son entreprise. Pour rappel tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (article L541-2 du Code de l'environnement). En cas de conditionnement réalisé par le titulaire, il se doit de respecter l'article 7 de Loi n° 2020-105 (loi AGECE) du 10 février 2020, interdisant à partir du 1er janvier 2022 tout envoi sous film plastique (blisters). D'après le décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025, l'objectif est d'atteindre la fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici à 2040. Il devra donc proposer à défaut, s'il souhaite utiliser des matériaux plastique dans le conditionnement, une typologie d'emballage de film biosourcé ou répondant à la Norme NF EN 13432 de novembre 2000 stipulant notamment une biodégradation à 90% en moins de 6 mois en conditions de compostage industriel. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le bordereau de suivi des déchets (BSD) au futur titulaire conformément au Code de l'environnement, article R.541-45.

## **ARTICLE 29 – AVANCE**

Sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au Titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique. Le taux de l'avance est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché. Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique. S'agissant des TPE/PME, celles-ci pourront bénéficier d'une avance allant jusqu'à 30% du montant du bon de commande à partir de 20 000 € HT de commande au sein d'un même bon de commande.

## **ARTICLE 30 – PÉNALITÉS**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, sont justifiables de pénalités, les manquements aux obligations de résultats exposés dans le présent CCAP.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### **30.1 - PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes:

#### **a) MAINTENANCE PRÉVENTIVE**

Sur la base des actions à mener par le titulaire au regard des dispositions prévues à la gamme de maintenance, notamment en ce qui concerne la nature et la fréquence des maintenances périodiques, ainsi que sur la base du planning prévisionnel rédigé par le titulaire pour la prise en compte des actions à mener, tout retard d'intervention pourra être sanctionné à partir du troisième jour ouvré et jusqu'au cinquième jour, par une pénalité de 30 € HT par jour ouvré de retard.

#### **b) MAINTENANCE CURATIVE**

Compte-tenu des obligations de résultat inhérentes à l'exécution du présent accord-cadre, tout retard d'intervention par rapport aux délais indiqués dans le devis objet de la demande d'intervention, pourra être sanctionné par une pénalité de 2% du montant hors taxes de la prestation à réaliser, par jour de retard et ouvrir droit à l'annulation partielle du marché (annulation du bon de commande, réalisation des prestations par partie tiers au contrat).

### **30.2 - PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DU DÉLAI DE TRANSMISSION DE DEVIS**

Tout retard dans la transmission de devis par le titulaire, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard, à compter de la fin du délai de transmission indiqué dans le présent accord-cadre. Au-delà de 4 jours de retard pour les prestations de maintenance, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique. Ces pénalités s'appliquent également aux devis rectificatifs le cas échéant.

### **30.3 - PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DU DÉLAI INSCRIT AU DEVIS**

Tout retard dans l'exécution des prestations dont le délai est fixé dans le devis concerné entraîne une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard à compter de la date de fin de prestation indiquée dans le devis concerné. Le délai de résolution figurant au devis peut être prorogé de la durée de livraison d'une

pièce détachée par le fournisseur du titulaire, si le titulaire fournit la preuve de son impossibilité de trouver une solution alternative. Si les pièces détachées nécessaires pour la réparation ne sont plus disponibles sur le marché, et ne peuvent pas être remplacées par des pièces équivalentes, le titulaire doit en informer le service bénéficiaire. Il est alors délié de son obligation de résultat et le devis émis devient caduc. Au-delà de 7 jours calendaires de retard, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique. Ces pénalités s'appliquent également aux devis rectificatifs le cas échéant.

#### **30.4 - PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Tout retard dans la remise des rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrées, plannings, audits de sortie, rapport d'activité annuel et indicateurs visés par le présent contrat, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € par jour ouvré par bâtiment et par type de document concerné. Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant *a minima* des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités pour retard pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

Toute absence non excusée du titulaire aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôles réglementaires, réunions diligentées par le service gestionnaire technique ou l'administration responsable du marché notifié au titulaire pourra entraîner l'application d'une pénalité de 150 € sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable, à condition qu'il ait été prévenu par écrit au minimum quinze (15) jours calendaires à l'avance.

#### **30.5 - PÉNALITÉS DANS LE CADRE DES DÉPANNAGES NON CONCLUANTS**

Compte-tenu des obligations de résultat associées à la mise en place d'actions correctives suffisantes pour mettre fin au désordre, soit de manière temporaire, soit de façon durable, selon la nature, la cause et effets de la panne, une intervention sera considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche ou remise en fonction en mode dégradé, des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans les délais d'indisponibilité autorisés prévus au regard du site concerné.

Pour mettre fin au désordre dans les délais d'indisponibilité, et suivant la criticité de la panne, il appartient au mainteneur de juger de l'opportunité dès son arrivée de procéder à :

- l'appel d'un autre niveau d'intervention supérieur ;
- l'appel de renfort ;
- l'approvisionnement sur le site du matériel, outillage, consommables de maintenance en quantité et qualité suffisantes.

Il appartient au titulaire de faire la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable (non disponibilité de pièces détachées sur le marché, délais de livraison du fournisseur de la pièce détachée non respectée, etc). Dans le cas contraire, l'intervention non concluante sera considérée comme non réalisée et donnera lieu à une pénalité égale à 50 € par jour de retard pour la résolution de la panne. Le cas échéant, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique.

### **ARTICLE 31 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution de la prestation par le titulaire, le service bénéficiaire peut annuler en totalité ou partiellement le bon de commande concerné, ou résilier, partiellement ou totalement, le marché

concerné et faire procéder par un tiers, aux frais et risques du titulaire, à l'exécution de ladite prestation dans les conditions de l'article 36 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 32– PERTE D'EXCLUSIVITÉ**

Outre les cas mentionnés dans l'article relatif aux pénalités, le titulaire perd le bénéfice de l'exclusivité de la maintenance corrective dans les cas suivants :

- si le service bénéficiaire est amené à constater, dans le cadre de l'établissement d'un devis, une
- incohérence manifeste avec les prix moyens observés sur le marché économique, ou le non respect des prix fixés dans les annexes financières.
- en cas de non respect du délai d'établissement du devis.
- en cas de non respect du délai de réalisation des prestations prévues au devis (délai de démarrage des prestations ...), à l'exception du cas de prorogation du délais d'exécution lié au délai de fourniture d'une pièce détachée.

## **ARTICLE 33 –OBLIGATIONS SOCIALES ET PIÈCES À PRODUIRE AU COURS DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **34.1 - Obligations sociales**

Les dispositions sur la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail, prévues à l'article 6 du CCAG-PI sont applicables.

### **34.2 - Pièces à produire**

Le titulaire et ses sous-traitants sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives aux droits du travail et de la sécurité sociale.

#### ***Obligation particulière à la charge du titulaire***

Conformément aux dispositions des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail, référencés aux articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu de fournir spontanément à l'administration tous les six mois à compter de la notification du marché, les documents suivants :

- Une attestation de travail non dissimulé ;
- Les attestations fiscales (liasse 3666 ou NOTI2) et sociales (URSSAF) ainsi qu'un extrait K-BIS.

En vertu de l'article L 8222-6 du Code du travail, des pénalités seront infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5. Le montant des pénalités est égal à 100 euros par jour de retard dans la limite des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5. 13.3

## **ARTICLE 34 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le ou les acheteurs responsables du traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur responsable du traitement dispose d'un délai maximum de vingt-et-un (21) jours à compter de la date de réception de

cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur responsable du traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'acheteur responsable du traitement.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements répondent aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur responsable du traitement de l'exécution par le ou les sous-traitants de ses obligations.

Les présentes dispositions sont complémentaires des règles générales de sous-traitance dans les marchés publics prévues à l'article L2193-1 à 3 et R2193-1 à 22 du Code de la commande publique, qui imposent une déclaration préalable de la sous-traitance.

En application des articles L2193-1 à 4 et L.2193-8 à 9 du Code de la commande publique, la sous-traitance d'une partie du marché est subordonnée à l'acceptation préalable du sous-traitant et à l'agrément de ses conditions de paiement.

***La sous-traitance totale du marché est interdite.***

## **ARTICLE 35 – RÉILIATION**

Les modalités de résiliation sont définies au chapitre 7 du CCAG – FCS.

### **35. 1- Principes**

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à son article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à son article 39.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

### **35.2 - Cas de résiliation**

Le présent accord-cadre peut être résilié :

- Du fait de la personne publique, en application de l'article 38 du CCAG-FCS, par décision
- unilatérale de l'administration notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Dans les cas visés aux articles 39, 40, 41 et 42 du CCAG-FCS ;
- Pour infraction au Code du travail : si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le ministère de l'Intérieur et des outre-mer est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L.8222-6 du Code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées

aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. À défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

### **35.3 - Décompte de résiliation**

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé à l'article 40 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS. La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS. La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

### **35.4 - Montant provisionnel**

Conformément à l'article R. 2191-30 du Code de la commande publique, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnel, comme suit :

- Si le solde est créditeur au profit du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui verse 80 % de ce montant ;
- Si le solde est créditeur au profit de l'acheteur, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R.2191-44 du Code de la commande publique, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

### **35.5 - Exécution aux frais et risques**

À la suite d'une résiliation prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire défaillant. En cas d'inexécution de la prestation par le titulaire, le service bénéficiaire peut annuler en totalité ou partiellement le bon de commande concerné et faire procéder par un tiers, aux frais et risques du titulaire, à l'exécution de ladite prestation dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

### **35.6 – Indemnisation**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, conclu sans montant minimum, ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

## **ARTICLE 36 - CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer au service, tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société. S'il néglige de se conformer à cette obligation, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché.

## ARTICLE 37 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande.

Chaque intervenant devra maintenir en vigueur auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité civile en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels, (consécutifs ou non à des dommages matériels garantis) causés aux tiers et à l'acheteur par l'exécution ou du fait de ces missions. Cette garantie devra valoir tant avant qu'en cours d'exécution et qu'après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Les garanties de la responsabilité civile de droit commun doivent avoir pris effet avant la signature du marché et faire l'objet de la délivrance d'attestations au cours du trimestre de chaque année, et ce, pendant toute la durée des interventions.

Le Titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur, dans les 15 jours suivant la notification du marché, une attestation d'assurance souscrite en conséquence émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

- Chaque intervenant s'engage, de plus, à notifier au pouvoir adjudicateur, toutes modifications affectant son ou ses contrats d'assurance (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.), ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites par le Titulaire.
- Chaque intervenant s'engage à ne rien faire qui puisse rendre ladite police nulle ou annulable ou de nature à permettre à l'assureur de lui opposer la déchéance pour inobservation des obligations mises à sa charge par la police.

Tous les frais des assurances personnelles sont compris dans les prix de l'accord-cadre et des marchés spécifique. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire. Le Titulaire renonce et fait renoncer ses assureurs à tous recours contre le pouvoir adjudicateur, sauf malveillance de ce dernier.

En cas de sous-traitance avec l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur, chaque sous-traitant est tenu des mêmes obligations en matière d'assurances que s'il était signataire du marché.

## ARTICLE 38 – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION

### 38.1 - Médiation

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations. En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des

différents ou au médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

**Médiateur régional délégué des entreprises**

DREETS

12 Place de l'Etape

45000 ORLEANS

Saisir le médiateur par courriel : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

**38.2 – Droit applicable et litiges**

Le présent marché public est soumis au droit français. Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif d'Orléans dont les coordonnées sont les suivantes :

**Tribunal Administratif**

28, rue de la Bretonnerie

45057 Orléans cedex 1

Téléphone : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

e-mail : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

**38.3 – Évolution de la réglementation**

La modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives à la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement, ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Celui-ci est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

**38.4- Conformités aux normes**

Les fournitures sont conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique. Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendu comme comprenant « ou équivalent » même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

**ARTICLE 39 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS**

<b>Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-FCS</b>	<b>Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé</b>
Article 22 du CCAP	Article 10.2.3 du CCAG-FCS
Article 30 du CCAP	Article 23.2 du CCAG-FCS
Article 37 du CCAP	Article 14 du CCAG-FCS



Article 42 du CCAP	Article 42 du CCAG-FCS
--------------------	------------------------